

PA
154

Médiathèque VS Mediathek



1010809768

PA 154



CONSTITUTION

DU

CANTON DU VALAIS

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT !

TITRE PREMIER

Principes généraux

Article premier. — Le Valais est une république démocratique, souveraine dans les limites de la Constitution fédérale et incorporée comme canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans le peuple. Elle est exercée directement par les électeurs et indirectement par les autorités constituées.

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.

La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 3. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il n'y a en Valais aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 4. — La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

L'Etat est tenu d'indemniser équitablement toute personne victime d'une erreur judiciaire ou d'une arrestation illégale. La loi règle l'application de ce principe.

Art. 5. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Art. 6. — La propriété est inviolable.

Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, moyennant une juste indemnité et dans les formes prévues par la loi.



58 1404

La loi peut cependant, pour cause d'utilité publique, déterminer des cas d'expropriation, sans indemnité, des terrains bourgeoisiaux et communaux.

Art. 7. — Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

Art. 8. — La liberté de manifester son opinion verbalement ou par écrit, ainsi que la liberté de la presse, sont garanties. La loi en réprime les abus.

Art. 9. — Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.

Art. 10. — Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, le libre exercice des professions libérales, la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis.

L'exercice de ces droits est réglé par la loi.

Art. 11. — Tout citoyen est tenu au service militaire.

L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.

Art. 12. — La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

L'égalité de traitement entre les deux lan-

gues doit être observée dans la législation et dans l'administration.

Art. 13. — L'instruction publique et l'instruction primaire privée sont placées sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

L'instruction primaire est obligatoire ; elle est gratuite dans les écoles publiques.

La liberté d'enseignement est garantie, sous réserve des dispositions légales concernant l'école primaire.

Art. 14. — L'Etat édicte des prescriptions concernant la protection ouvrière et assurant la liberté du travail.

Art. 15. — L'Etat encourage et subventionne dans la mesure de ses ressources financières :

1. L'agriculture, l'industrie, le commerce et en général toutes les branches de l'économie publique intéressant le canton.
2. L'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers.
3. L'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, l'économie alpestre, l'amélioration du sol, la sylviculture et les syndicats agricoles et professionnels.

Art. 16. — L'Etat organise et subventionne l'assurance du bétail.

Il peut créer d'autres assurances et spécialement l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.

Art. 17. — L'Etat favorise le développement du réseau des routes et des autres moyens de communication.

Il contribue par des subsides au diguement du Rhône, ainsi qu'au diguement et à la correction des rivières et des torrents.

Art. 18. — L'Etat fonde ou soutient par des subsides les établissements d'éducation pour l'enfance malheureuse et d'autres institutions de bienfaisance.

Art. 19. — L'Etat doit favoriser et subventionner l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmières de district ou d'arrondissement.

Il peut aussi créer un établissement similaire cantonal.

Art. 20. — La participation financière de l'Etat dans les cas prévus aux art. 15, 16, 17, 18 et 19 est réglée par des lois spéciales.

Art. 21. — Les autorités et les fonctionnaires publics sont responsables des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions.

L'Etat est subsidiairement responsable des actes accomplis officiellement par les fonctionnaires nommés par lui.

La loi détermine quels sont les fonctionnaires qui doivent fournir un cautionnement.

Art. 22. — Le fonctionnaire ou l'employé public ne peut être destitué ou révoqué qu'après avoir été entendu ou appelé et sur décision motivée de l'autorité qui l'a nommé.

Art. 23. — Les dépenses de l'Etat sont couvertes :

- a) par les revenus de la fortune publique ;
- b) par le produit des régales ;
- c) par les droits du fisc et les revenus divers ;
- d) par les indemnités, subventions et répartitions fédérales ;
- e) par les impôts.

Art. 24. — Le taux de l'impôt sur la fortune et le revenu capitalisé est de un et demi pour mille.

Art. 25. — L'amortissement de la dette publique est déclaré obligatoire et doit être opéré par annuités régulières.

TITRE II

Division du Canton

Art. 26. — Le Canton est divisé en districts.

Les districts sont composés de communes.

Le Grand Conseil peut, les intéressés entendus, modifier par une loi le nombre et la circonscription des districts et par un décret ceux des communes.

Il en désigne également les chefs-lieux.

Art. 27. — Sion est le chef-lieu du Canton et le siège du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal.

Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs si des circonstances graves l'exigent.

Le décret du 1^{er} décembre 1882 détermine les prestations du chef-lieu.

Lors de la création d'établissements cantonaux, on doit tenir compte des diverses parties du Canton.

La commune qui devient le siège d'un établissement cantonal peut être tenue à des prestations.

TITRE III

Etat politique des citoyens

Art. 28. — Sont Valaisans :

1. Les bourgeois, par droit de naissance, d'une commune du Canton.
2. Ceux à qui la naturalisation a été conférée par la loi ou par le Grand Conseil.

Lorsque la naturalisation est conférée par le Grand Conseil, le postulant doit, pour que sa demande puisse être prise en considération, produire une déclaration constatant qu'un droit de bourgeoisie lui est assuré dans une commune du Canton et remplir les autres conditions fixées par la loi sur la naturalisation.

Nul étranger au Canton ne peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une commune sans avoir été préalablement naturalisé par le Grand Conseil.

La législation fédérale prévue à l'art. 44 de la Constitution fédérale reste réservée.

Art. 29. — Tout citoyen du Canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans d'autres communes, aux conditions fixées par la loi.

TITRE IV

Exercice des droits populaires

Art. 30. — Sont soumis à la votation du peuple :

1. La révision totale ou partielle de la Constitution.
2. Les concordats, les conventions, les traités rentrant dans la compétence cantonale.
3. Les lois et décrets élaborés par le Grand Conseil, excepté :
 - a) Les décrets qui ont un caractère d'urgence ou qui ne sont pas d'une portée générale et permanente. Cette exception doit, dans chaque cas particulier, faire l'objet d'une décision spéciale et motivée.
 - b) Les dispositions législatives nécessaires pour assurer l'exécution des lois fédérales.
4. Toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de soixante mille fr. ou, pendant le terme de trois ans, une dépense moyenne de vingt mille fr., si ces dépenses ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires du budget.
5. Toute élévation de l'impôt sur la fortune et le revenu capitalisé, fixé à l'art. 24, à moins qu'elle ne soit rendue nécessaire par les contributions extrarodinaires que la Confédération peut imposer aux cantons,

en vertu de l'art. 42 de la Constitution fédérale.

Art. 31. — Le peuple peut, par voie d'initiative :

a) demander l'élaboration d'une loi nouvelle, l'abrogation ou la modification d'une loi déjà entrée en vigueur depuis quatre ans au moins ;

b) présenter un projet de loi rédigé de toutes pièces.

Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée, dans la forme prévue à l'art. 107, par la signature de 4000 citoyens jouissant de leur droit de vote.

Art. 32. — Lorsque la demande est conçue en termes généraux, le Grand Conseil, s'il l'approuve, procède à l'élaboration du projet dans le sens indiqué par les pétitionnaires, et la loi nouvelle ou modifiée est soumise au vote du peuple.

Si, au contraire, il ne l'approuve pas, l'initiative est soumise à l'adoption ou au rejet du peuple ; le Grand Conseil peut motiver sa décision devant le peuple.

Si la majorité des votants se prononce pour l'affirmative, le Grand Conseil procède comme il est dit au premier alinéa du présent article.

Art. 33. — Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, ce projet est soumis tel quel à la votation populaire, lorsque le Grand Conseil lui donne son approbation. En cas de non approbation, celui-ci peut élaborer un projet distinct ou recommander le rejet pur et simple du projet proposé.

Le contre-projet ou la proposition de rejet est soumis à la votation en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.

Art. 34. — Lorsqu'une demande d'initiative doit entraîner de nouvelles dépenses qui ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires de l'Etat, ou supprimer des recettes existantes, le Grand Conseil doit soumettre en même temps au peuple des propositions touchant les ressources nouvelles à créer.

Art. 35. — Dans la règle, le peuple est appelé chaque année, dans le courant du mois de Décembre, à se prononcer simultanément sur les lois et décrets votés par le Grand Conseil ou émanant de l'initiative populaire.

Le Conseil d'Etat fixe le jour de la votation et la loi en règle le mode.

TITRE V

Pouvoirs publics

Art. 36. — Les pouvoirs publics sont :

Le pouvoir législatif ;

Le pouvoir exécutif et administratif ;

Le pouvoir judiciaire.

CHAPITRE PREMIER

Pouvoir législatif

Art. 37. — Le pouvoir législatif est exercé par le Grand Conseil, sous réserve des droits du peuple.

Art. 38. — Le Grand Conseil s'assemble de plein droit :

- a) en session constitutive, le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral ;
- b) en session ordinaire, le deuxième lundi de Mai et le deuxième lundi de Novembre de chaque année.

Il se réunit en session extraordinaire :

- a) ensuite de décision du Grand Conseil lui-même ;
- b) sur l'invitation du Conseil d'Etat ;
- c) à la demande écrite et motivée de vingt députés au moins.

Art. 39. — Chaque session ordinaire est de treize jours continus, au plus ; elle peut toutefois être prolongée dans les cas d'intérêt majeur.

Le Grand Conseil en délibère.

Art. 40. — Les séances du Grand Conseil sont publiques. Le huis-clos peut toutefois être prononcé lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 41. — Les décisions du Grand Conseil sont prises à la majorité absolue.

L'Assemblée ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

Art. 42. — Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la session constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

Art. 43. — Le Grand Conseil élit, dans la première session ordinaire de chaque législature, le Conseil d'Etat et le Tribunal cantonal.

Art. 44. — Le Grand Conseil a les attributions suivantes :

1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection.

2. Il délibère sur les projets de loi ou de décret présentés par le Conseil d'Etat. En cas d'initiative populaire, il procède conformément aux dispositions des art. 32 et 33.
3. Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine.
4. Il accorde la naturalisation.
5. Il examine la gestion du Conseil d'Etat et délibère sur son approbation.

Il peut en tout temps demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration.

6. Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique.

Le budget et les comptes sont rendus publics ; le règlement fixe le mode de cette publication.

7. Il nomme aux dignités ecclésiastiques dont la repourvue appartient à l'Etat.
8. Il nomme, à chaque session de Mai, le président et le vice-président du Conseil d'Etat, le président et le vice-président du Tribunal cantonal.
9. Il nomme tous les trois ans, à la session de Mai, les députés au Conseil des Etats.

10. Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, dans les limites de la Constitution fédérale, sauf ratification par le peuple.
11. Il accorde les concessions de mines.
12. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics et alloue la somme nécessaire pour celui des employés de l'Etat.
13. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat.
14. Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution ne réserve pas au peuple ou n'attribue pas à un autre pouvoir.
15. Il exerce les droits réservés au Canton par les art. 86, 89 et 93 de la Constitution fédérale.

Art. 45. — Le Grand Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi ou de décret et fixer le terme pour la présentation du projet demandé.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

Art. 46. — Les projets de loi et de décret

sont discutés en deux débats et en deux sessions ordinaires.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, les seconds débats ont lieu dans la même session.

Art. 47. — Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction, sans qu'ils puissent être liés par des instructions.

Art. 48. — Hors le cas de flagrant délit, les membres du Grand Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis, pendant les sessions, sans l'autorisation de ce Corps.

Les membres du Grand Conseil ne sont responsables qu'envers l'Assemblée des discours qu'ils prononcent en séance.

Au cas où ces discours contiendraient des paroles injurieuses ou diffamatoires, l'Assemblée peut autoriser des poursuites par la voie ordinaire.

Art. 49. — Le mandat de député au Grand Conseil est incompatible avec les fonctions et les emplois dans les bureaux du Conseil d'Etat.

Cette incompatibilité est aussi applicable aux receveurs des districts et aux préposés aux poursuites pour dettes et aux faillites.

Art. 50. — Ne peuvent siéger en même

temps au Grand Conseil ; le préfet et son substitut, le juge-instructeur et son suppléant, le conservateur des hypothèques et son substitut, l'employé à l'enregistrement et son substitut, l'officier de l'état-civil et son substitut.

Art. 51. — Tout siège au Grand Conseil devenu vacant est repourvu conformément à la loi.

CHAPITRE II

Pouvoir exécutif et administratif

Art. 52. — Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres.

Deux d'entre eux sont choisis parmi les électeurs des districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre ; un parmi les électeurs des districts de Sion, Hérens et Conthey et deux parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

Art. 53. — Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes :

1. Il présente les projets de loi et de décret.
2. Il est chargé de la promulgation et de

l'exécution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires.

3. Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public.
4. Il dispose des forces militaires cantonales dans les limites tracées par la Constitution et les lois fédérales.

Si les circonstances l'exigent, il doit convoquer le Grand Conseil.

Celui-ci est immédiatement convoqué lorsque l'effectif des troupes mobilisées dépasse celui d'un bataillon et lorsque le service dure plus de quatre jours.

Le Conseil d'Etat ne peut mettre sur pied que des troupes organisées par la loi.

5. Il entretient les rapports du Canton avec les autorités fédérales et les Etats confédérés.
6. Il nomme, jusqu'au grade de major inclusivement, tous les officiers des unités de troupes cantonales.
7. Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agents dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité.

8. Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration.

9. Il peut, après les avoir entendues, suspendre, par décision motivée et notifiée, les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au Grand Conseil à sa première session.

10. Il accorde les transferts de mines.

Art. 54. — Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion ; il en rend compte annuellement au Grand Conseil et lui soumet en même temps un inventaire complet et détaillé de la fortune publique.

Art. 55. — Il y a incompatibilité entre les fonctions de Conseiller d'Etat et l'exercice du mandat de député au Grand Conseil.

Les Conseillers d'Etat prennent part aux discussions du Grand Conseil avec voix consultative.

Les fonctions de Conseiller d'Etat sont incompatibles avec celles de membre d'un Conseil d'administration d'une société poursuivant un but financier.

Art. 56. — Les membres du Conseil d'Etat

ne peuvent remplir aucune autre fonction cantonale ou communale.

L'exercice des professions libérales leur est pareillement interdit.

Art. 57. — Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

Art. 58. — Le Conseil d'Etat se répartit, par Départements, l'expédition des affaires.

Un règlement approuvé par le Grand Conseil fixe le nombre des Départements et en précise les attributions.

Art. 59. — Le gouvernement a, dans chaque district, pour l'exécution des lois et le service de l'administration, un représentant sous le nom de Préfet et un Préfet-substitut.

Les attributions du Préfet sont déterminées par la loi.

CHAPITRE III

Pouvoir judiciaire

Art. 60. — Le pouvoir judiciaire est indépendant.

Aucun employé de l'Etat, révocable par le gouvernement, ne peut remplir les fonctions de juge au Tribunal cantonal ou de juge d'un tribunal d'arrondissement,

Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.

Art. 61. — Le Tribunal cantonal présente annuellement au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur toutes les parties de l'administration judiciaire.

Art. 62. — Il y a par commune ou par cercle, un juge et un juge-substitut ;

Par arrondissement, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel ;

Et pour le Canton, un Tribunal cantonal.

Les membres du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues nationales.

Art. 63. — Le nombre des arrondissements, la composition et la compétence des tribunaux, la nomination et le mode de rétribution des juges, ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminés par la loi.

Il ne peut y avoir plus de quatre tribunaux d'arrondissement.

Les juges de cercle ou de commune et leurs substituts sont nommés par les électeurs du cercle ou de la commune.

Pour la formation des cercles, on tient

compte de la population des communes et de leur situation topographique.

Le vote a lieu dans chaque commune.

Art. 64. — Il peut être institué, par voie législative, un tribunal de commerce et un ou plusieurs tribunaux de prud'hommes.

Art. 65. — Il y a un Tribunal du Contentieux de l'administration et une Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.

Cette Cour et ce Tribunal sont organisés par des lois spéciales.

TITRE VI

Régime de district et de commune

CHAPITRE 1^{er}

Conseil de district

Art. 66. — Il y a dans chaque district un Conseil de district nommé pour quatre ans.

Le Conseil de la commune nomme ses délégués au Conseil de district, à raison d'un délégué sur trois cents âmes de population.

La fraction de 151 compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

Le Conseil de district est présidé par le Préfet du district ou son substitut.

Art. 67. — Le Conseil règle les comptes du district et répartit entre les communes, sous réserve de recours au Conseil d'Etat, les charges que le district est appelé à supporter.

Il prend annuellement connaissance du compte-rendu de l'administration financière de l'Etat.

Il représente le district et veille spécialement à son développement économique et à l'écoulement de ses produits agricoles.

Art. 68. — La loi détermine l'organisation et les autres attributions de ce Conseil.

CHAPITRE II

Régime communal

Art. 69. — Les communes sont autonomes dans les limites de la Constitution et des lois.

Art. 70. — Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire.
2. Un Conseil de commune (municipalité).
3. Une assemblée des bourgeois.

Si le nombre des non bourgeois forme au moins la moitié de l'assemblée primaire, ou

si le Conseil communal est composé de la moitié de non bourgeois, l'assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un Conseil bourgeoisial.

Art. 71. — Les avoirs bourgeoisiaux qui, antérieurement à l'organisation de la commune municipale, étaient affectés au service public et qui ont passé à la municipalité, sont déterminés par la loi.

Art. 72. — L'assemblée primaire se compose :

1. Des bourgeois.
2. Des Valaisans et des Suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale.

Art. 73. — L'assemblée primaire nomme le Conseil communal, le président et le vice-président de la commune et éventuellement le Conseil général.

Art. 74. — L'assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement des bourgeois.

Elle fixe éventuellement le nombre des membres du Conseil, procède à leur nomination, ainsi qu'à celle du président et du vice-président.

Elle délibère, dans les limites de la loi, sur la réception de nouveaux bourgeois.

Art. 75. — Ces assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police, sur ceux relatifs à la jouissance de leurs avoirs et sur les autres règlements locaux, sur l'aliénation ou l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel.

Elles prennent annuellement connaissance du budget, des comptes et de la gestion du Conseil.

Art. 76. — Le Conseil de la commune se compose de trois membres au moins et de quinze au plus.

Il pourvoit à l'administration générale de la commune ; il élabore et fait exécuter les règlements locaux ; il nomme ses employés ; il fixe le budget des recettes et des dépenses, arrête les comptes et répartit les charges publiques.

Art. 77. — L'assemblée primaire peut nommer, en même temps que le Conseil communal, un Conseil général dont l'organisation et les compétences sont déterminées par la loi.

Art. 78. — Le Conseil de bourgeoisie se compose de trois membres au moins et de sept au plus.

Il veille aux intérêts de la bourgeoisie ; il en administre les biens, propose à l'assemblée

le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.

Art. 79. — Dans les localités où il n'y a pas de Conseil bourgeoisial, le Conseil de la commune en remplit les fonctions.

Art. 80. — L'organisation et les autres attributions de ces Conseils sont déterminées par la loi.

Art. 81. — Dans les communes comptant 400 votants, qui possèdent déjà des sections et dont la population n'est pas agglomérée; les assemblées primaires et bourgeoisiales peuvent voter par sections.

Cette faculté peut être étendue par la loi à d'autres communes à population disséminée.

Art. 82. — Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgeoisies.

Les règlements communaux et bourgeoisiaux sont soumis à son approbation.

Il intervient aussi lorsqu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.

Art. 83. — Les communes et les bourgeoisies doivent soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat tous projets importants de

vente, d'échange, de bail, de partage d'immeubles, d'aliénation de capitaux, d'emprunts consolidés et de concessions ou transferts de forces hydrauliques.

La loi règle le détail de cette disposition.

TITRE VII

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques

Art. 84. — Les députés et suppléants au Grand Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député sur 1000 âmes de population.

La fraction de 501 compte pour 1000.

La votation du peuple a lieu dans les communes.

Dans la règle, l'élection se fait par district ; exceptionnellement elle se fait par cercle.

L'élection par cercle n'a lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district présentant le quotient nécessaire.

Le nombre des députés attribués au district dans son ensemble ne peut être ni augmenté ni diminué du fait de la formation de cercles.

Si, du fait de cette formation, deux fractions de 501 âmes ou plus devaient se trouver en

concurrence, la préférence sera accordée à la fraction appartenant aux communes qui n'ont pas demandé le cercle.

Lorsqu'un district n'atteint la fraction de 501 âmes que par le concours des différents cercles électoraux du district, l'élection du député attribué à la fraction a lieu par tous les électeurs du district réunis.

Art. 85. — Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les Conseils communaux et les Conseils bourgeoisiaux sont nommés pour une période de quatre ans.

Le président et le vice-président du Conseil d'Etat sont soumis à la réélection toutes les années. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

Art. 86. — La nomination des membres et des suppléants du Grand Conseil a lieu le premier dimanche de Mars, pour chaque renouvellement de législature.

Le Grand Conseil nouvellement élu entre en fonction à l'ouverture de la session constitutive.

Art. 87. — Les élections municipales et bourgeoisiales ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de Décembre. Dans la règle, elles ont lieu à la majorité absolue et au scru-

tin de liste. Toutefois, la représentation des minorités sera assurée par la loi électorale au moyen du vote limité ou du vote proportionnel, lorsque le cinquième des électeurs en fera la demande.

Le mode de votation sera déterminé par la loi.

Les autorités communales entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.

S'il y a plainte, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner jusqu'au jugement à intervenir.

Art. 88. — Le citoyen peut exercer ses droits politiques à l'âge de vingt ans révolus.

Tout électeur est éligible aux fonctions publiques.

Art. 89. — Nul ne peut exercer des fonctions administratives communales ni voter dans deux communes.

Art. 90. — Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

Art. 91. — Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat :

1. Père et fils.
2. Beau-père et gendre.
3. Beau-père et beau-fils.

4. Frères germains, consanguins ou utérins.

5. Beaux-frères par simple affinité.

6. Oncle et neveu par consanguinité.

Ces incompatibilités sont aussi applicables aux Conseils communaux et bourgeoisiaux ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.

Les incompatibilités prévues aux chiffres 1 et 2 sont applicables au Conseil général.

Art. 92. — Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation fédérale et cantonale.

Art. 93. — Le Préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.

Art. 94. — La même personne ne peut cumuler deux fonctions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée à l'autre.

Art. 95. — Nul ne peut être en même temps président et juge de la même commune.

Art. 96. — Nul ne peut faire partie du Conseil municipal et du Conseil bourgeoisial de la même commune.

Art. 97. — Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils tiennent le greffe.

Art. 98. — La loi détermine les autres cas

d'incompatibilité et peut interdire le cumul de certaines fonctions.

Art. 99. — Les incompatibilités établies dans la présente Constitution ne sont pas applicables aux substituts ou suppléants des fonctionnaires qu'elles concernent.

TITRE VIII

Dispositions générales et mode de révision

Art. 100. — Le Conseil d'Etat pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de leur mise à exécution, à moins que le Grand Conseil ne le fixe lui-même.

Art. 101. — Le peuple peut, par voie d'initiative, demander la révision totale ou partielle de la présente Constitution.

L'initiative peut revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé de toutes pièces.

Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée par la signature de six mille citoyens actifs.

Art. 102. — Lorsque la demande est conçue en termes généraux, elle est soumise à la votation du peuple avec un préavis du Grand Conseil, si celui-ci le juge opportun.

Les assemblées primaires décident en même

temps si, en cas de vote affirmatif, la révision doit être totale ou partielle et si elle doit être faite par le Grand Conseil ou par une Constituante.

Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, le Grand Conseil en délibère en deux sessions ordinaires. S'il donne son approbation, le projet est soumis tel quel à la votation du peuple. En cas de non approbation, le Grand Conseil peut en proposer le rejet ou lui opposer un contre-projet.

Le contre-projet ou la proposition de rejet sont soumis à la votation en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.

Art. 103. — Si, par suite du vote populaire, la révision doit se faire par le Grand Conseil, elle est discutée en deux sessions ordinaires.

Si elle se fait par une Constituante, elle est discutée en deux débats.

Les élections à la Constituante se font sur la même base que les élections au Grand Conseil. Aucune des incompatibilités prévues pour ces dernières ne leur est applicable.

Art. 104. — Le Grand Conseil peut aussi, de sa propre initiative, réviser la Constitution.

Dans ce cas, il doit suivre les formes fixées

pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la révision dans deux sessions ordinaires.

Art. 105. — La Constitution révisée par le Grand Conseil ou par une Constituante est soumise à la votation du peuple.

Art. 106. — La majorité absolue des citoyens ayant pris part au vote décide dans les votations ordonnées en exécution des art. 102 et 105.

Art. 107. — Toute demande de révision émanant de l'initiative populaire doit être adressée au Grand Conseil.

Les signatures qui appuient la demande sont données par commune et la capacité électorale des signataires doit être attestée par le président de la commune. Celui-ci doit également s'assurer de l'authenticité des signatures qui lui paraîtraient suspectes.

TITRE IX

Dispositions transitoires

Art. 108. — Les élections prévues par la présente Constitution n'ont lieu qu'à l'expiration des termes fixés par la législation actuelle.

Une nouvelle loi électorale doit être présentée au Grand Conseil avant le 1^{er} Janvier 1908.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 8 Mars 1907.

Le 1^{er} Vice-Président du Grand Conseil :

Maur. de WERRA.

Les Secrétaires :

Cyr. JORIS. — Ig. MENGIS.

DÉCRET

du 23 Mai 1907

**déclarant la Constitution du 8 Mars 1907
loi fondamentale du Canton.**

LE GRAND CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Vu le dépouillement des procès-verbaux de la votation des assemblées primaires, réunies le 12 Mai courant pour se prononcer sur la révision de la Constitution votée par le Grand Conseil le 8 Mars 1907 ;

Considérant qu'il résulte de ce dépouillement

que la révision proposée a été acceptée par la majorité des citoyens qui ont pris part au vote ;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

Article premier. — La Constitution du 8 Mars 1907 est proclamée loi fondamentale de l'Etat.

Art. 2. — Le Conseil d'Etat est chargé de la promulgation du présent décret.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 23 Mai 1907.

Le Président du Grand Conseil :

Maur. de WERRA.

Les Secrétaires :

Cyr. JORIS. — Ig. MENGIS.

LE CONSEIL D'ETAT

DU CANTON DU VALAIS

ARRÊTE :

Le décret qui précède sera publié et affiché dans toutes les communes du Canton, le dimanche 2 Juin 1907, pour entrer immédiatement en vigueur.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 27 Mai
1907.

Le Président du Conseil d'Etat :

J. BURGNER.

Le Chancelier d'Etat :

Ch. ROTEN.

ARRÊTÉ FÉDÉRAL

du 30 Mars 1908

**accordant la garantie fédérale à la nou-
velle Constitution du Canton du
Valais.**

L'ASSEMBLEE FEDERALE

DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

*Vu le message et la proposition du Conseil
fédéral du 1er Novembre 1907, concernant la
Constitution révisée du Canton du Valais, du
8 Mars 1907 ;*

Considérant :

*Que l'article 2, alinéa 1er, ne peut être in-
terprété et appliqué que dans le sens des arti-
cles 49, 50 et 53 de la Constitution fédérale ;*

Que la Constitution révisée ne contient d'ailleurs rien de contraire aux dispositions de la Constitution fédérale ;

En application de l'article 6 de la Constitution fédérale,

ARRÊTE :

Article premier. — La garantie fédérale est accordée, dans le sens des considérants, à la Constitution du Canton du Valais, du 8 Mars 1907.

Art. 2. — Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 13 Décembre 1907.

Le Président :

P. SCHERRER.

Le Secrétaire :

SCHATZMANN.

Ainsi arrêté par le Conseil National.

Berne, le 30 Mars 1908.

Le Président :

Paul SPEISER.

Le Secrétaire :

RINGIER.

LE CONSEIL FEDERAL

ARRÊTE :

L'arrêté fédéral ci-dessus sera mis à exécution.

Berne, le 11 Avril 1908.

AU NOM DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le Président de la Confédération :

BRENNER.

Le Chancelier de la Confédération :

RINGIER.



